



D'AUTRES CHOIX SONT POSSIBLES !

Le gouvernement a annoncé le 24 août des mesures censées réduire « le déficit de la France »

Mais comme toujours ces mesures sont injustes, inéquitables, inacceptables et pénaliseraient une fois de plus les salariés, contrairement aux annonces médiatiques du gouvernement sur la contribution des plus fortunés.

Plutôt que de se plier aux exigences des marchés financiers et de leurs agences de notation, il faut mettre en œuvre une véritable politique de l'emploi et se donner les moyens d'une relance durable par le pouvoir d'achat, une amélioration de la protection sociale et le développement des services publics.

Pour rompre avec la logique d'austérité imposés au nom de déficits creusés par la politique fiscale mise en œuvre depuis de nombreuses années et par une crise dont les marchés sont responsables.

Pour relancer la croissance, en respectant les impératifs de développement durable, pour réduire les inégalités, une politique visant une autre répartition des richesses et favorisant le développement économique et social est incontournable.

Cette politique s'appuie notamment sur une réforme globale de la fiscalité intégrant une plus grande progressivité, une politique industrielle coordonnée au niveau européen, des services publics de qualité.

Cela appelle aussi des mesures urgentes :

- Abandonner la taxation des complémentaires santé ; supprimer les exonérations et la défiscalisation des heures supplémentaires ; conditionner toute aide publique à son efficacité sociale et économique, aux politiques sociales dans les entreprises.
- Mettre en œuvre la taxe sur les transactions financières.
- Faire de l'emploi, en particulier celui des jeunes, une priorité. Stopper les suppressions d'emplois dans la Fonction publique.
- Soutenir le pouvoir d'achat notamment des plus bas revenus et réouvrir les négociations salariales dans les entreprises et la Fonction publique pour réduire les inégalités notamment entre les femmes et les hommes.

Les organisations syndicales estiment indispensable l'intervention des salariés pour peser sur le gouvernement, le patronat, les débats parlementaires en cours et à venir. Elles décident d'une journée nationale d'action interprofessionnelle le :

MARDI 11 OCTOBRE 2011

A l'appel des organisations syndicales
CFDT, CGT, FSU, Solidaires, UNSA de l'Aveyron,
participez massivement aux initiatives proposées à :

- Rodez, à partir de 17h 30 Préfecture
- Decazeville, à partir 17h 30 Jardin Public
- Villefranche, à partir 17h 30 Devant la Mairie
- Millau, à partir 17h 30 Sous Préfecture
- St Affrique, à partir 17h 30 Jardin Public

Dans le cadre des appels nationaux, les sections Aveyron de la CGT Finances Publiques et de l'union syndicale SNUI-Sud Trésor-Solidaires s'inscrivent pleinement dans cette journée d'action et appellent les personnels à

- **faire grève massivement le 11 octobre 2011**
- **à participer aux rassemblements locaux.**